

Recherches sociographiques



Gérald DAIGLE et Guy ROCHER (dirs), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*

Luc Thériault

Volume 35, numéro 1, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056829ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056829ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thériault, L. (1994). Compte rendu de [Gérald DAIGLE et Guy ROCHER (dirs), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*]. *Recherches sociographiques*, 35(1), 97–99. <https://doi.org/10.7202/056829ar>

COMPTES RENDUS

Gérard DAIGLE et Guy ROCHER (dirs), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, 811 p.

Les trois décennies qui nous séparent du début de la Révolution tranquille font maintenant l'objet d'une attention considérable de la part de chercheurs en sciences sociales au Québec. À ce titre, on se rappellera l'ouvrage réalisé récemment sous la direction de Simon LANGLOIS (*La société québécoise en tendances, 1960-1990*, IQRC, Québec, 1990).

Gérard Daigle et Guy Rocher viennent de publier aux Presses de l'Université de Montréal une autre pièce importante à verser au dossier de l'étude du Québec contemporain. Ce vaste ouvrage, auquel ont participé 49 spécialistes, comprend 28 chapitres regroupés en quatre parties couvrant l'économie et le travail, le secteur social, la culture et le politique. Cette collection de textes inédits a le mérite de former un ensemble passablement unifié. Cela tient au fait que les auteur(e)s ont respecté des directives préétablies.

Ainsi, de façon générale, les chapitres proposent d'abord un survol de l'évolution des questions traitées (pendant la période 1960-1992) avant de dégager des tensions, des enjeux et des défis. Les notes et une bibliographie complètent chaque chapitre. En tout, près de 100 tableaux et une vingtaine de figures sont répartis dans les 811 pages de l'ouvrage. On peut comprendre que Daigle et Rocher n'aient pas jugé à propos de présenter une conclusion générale et qu'ils aient plutôt laissé aux auteurs le soin de tirer leurs propres conclusions. Cependant, une introduction d'ensemble aurait été la bienvenue. On regrettera le choix d'en avoir fait l'économie, malgré l'utilisation d'une grille d'analyse commune qui aide à souder les textes les uns aux autres. Au lieu de cette introduction, on doit se contenter d'un bref avant-propos de quatre pages.

Heureusement, le premier chapitre que signe Pierre FRÉCHETTE apporte d'importants éléments de contexte, du moins en ce qui a trait au plan économique. La première partie du livre sur *L'économie et le travail* contient d'ailleurs de solides contributions sur la sécurité du revenu, la question de l'emploi, les luttes syndicales et la négociation collective. Si l'on voulait lui trouver une faiblesse, elle tiendrait à un certain déséquilibre. En effet, alors que deux chapitres portent sur des questions d'intérêt syndical (ceux de Jacques BOUCHER et de Gérard HÉBERT), aucun n'est consacré à la gestion des entreprises du secteur privé. Cette lacune n'appartient pas en propre à l'ouvrage, mais plutôt à une perspective répandue en sociologie qui aborde l'économie capitaliste, assez étrangement, en négligeant les perceptions et comportements des entrepreneurs et du monde des affaires.

Dans la deuxième partie, portant sur *Le social*, la croissance démographique, l'égalité des femmes, les services sociosanitaires, et la trilogie des classes (ouvrière, moyennes et bourgeoise) sont les thèmes abordés. Le chapitre sur les inégalités et la pauvreté mérite une mention particulière. L'analyse de Simon LANGLOIS met en évidence un effet de génération produisant un très net déplacement de la structure d'âge chez les pauvres, aux dépens des personnes de moins de 30 ans. Ce constat nous est apparu fort intéressant. Cependant, la conclusion de Langlois, quant à un nécessaire abandon de l'universalité des programmes sociaux, aurait été plus convainquante si cette mesure avait été examinée en relation, par exemple, avec l'équité de la politique fiscale et le maintien de la solidarité sociale.

La troisième partie, sur *Le culturel*, s'ouvre par un chapitre de Renée B.-DANDURAND au sujet des liens étroits entre les changements de société et les changements familiaux. Cette partie est extrêmement riche. On y traite de la démocratisation de l'éducation, de l'intervention de l'État dans le champ de la production des biens culturels, de la restructuration de l'industrie médiatique, du Québec anglais, et même de la vitalité du catholicisme québécois ! Deux autres chapitres doivent être signalés : celui de ROCHER sur la langue et celui du Groupe de recherche ethnicité et société (GRES) sur l'immigration et les relations ethniques.

Rocher s'est permis de remonter brièvement à la période précédant la Révolution tranquille pour replacer le conflit linguistique dans son contexte historique, avant de présenter une analyse en trois temps de la période 1960-1990. Les membres du GRES, de leur côté, ont scruté l'interaction entre l'immigration, les politiques migratoires et la dynamique propre au Québec comme société d'accueil. Leur conclusion reste, somme toute, optimiste puisqu'il semble que le Québec d'aujourd'hui veuille adhérer à un modèle national de type pluraliste.

Le premier chapitre de la quatrième et dernière partie porte sur la Révolution tranquille. Réjean PELLETIER veut y montrer que cette révolution constitue d'abord une rupture sur le plan politique, plutôt que sur les plans économique ou culturel. Dans la démonstration de sa thèse, par ailleurs tout à fait légitime, l'auteur caractérise le discours duplessiste comme une idéologie méprisante de l'industrialisation et essentiellement centrée sur le thème de l'autonomie. Il aurait été intéressant (voire nécessaire) de faire mention de l'interprétation de Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL (*Restons traditionnels et progressifs*, Boréal, Montréal, 1988) qui avancent que le discours duplessiste était également moderne et qu'il liait le progrès et le développement à la promotion de l'industrialisation.

Les autres textes de la quatrième partie traitent des partis politiques, du nationalisme, de l'administration publique, des mouvements sociaux (féministes, populaire et communautaire, pacifistes et écologistes) et, enfin, de la question des autochtones.

En somme, il s'agit d'un ouvrage de référence très actuel proposant une vision d'ensemble des grands défis qui s'offrent au Québec d'aujourd'hui. On pourrait évidemment discuter longtemps de la sélection des thèmes traités. Chaque lecteur pourra trouver des manques reliés à ses propres champs d'intérêt. Nous aurions ainsi apprécié un chapitre sur le développement des sciences et des technologies et leurs effets sur l'évolution de la société québécoise. Cependant, il était impossible de tout couvrir et les choix arrêtés par Daigle se sont révélés judicieux.

Le Québec en jeu représente donc une contribution majeure qui s'avérera irremplaçable pendant plusieurs années comme manuel pour les cours de 1^{er} cycle sur la société québécoise.

Il est par ailleurs certain qu'à moins de 40\$, cet ouvrage de qualité connaîtra aussi une diffusion dans un large public.

LUC THÉRIAULT

*Département de sociologie,
Université de Toronto.*

Pierre HAMEL et Yves BÉLANGER (dirs), *Québec 2000. Quel développement?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992, 228 p. («Études d'économie politique», 8.)

Cet ouvrage, qui regroupe des textes présentés lors d'un colloque organisé par l'Association d'économie politique, porte avant tout sur le développement économique et l'emploi. L'ouverture internationale de l'économie, l'enjeu continental et la mondialisation constituent les thèmes centraux du livre. On y trouve des données pertinentes et un exposé clair des thèses en présence sur un grand nombre d'aspects. Les synthèses proposées par Mario POLÈSE sur l'ouverture internationale de l'économie du Québec, par Diane BELLEMARRE sur les modèles de développement, par Maurice SAINT-GERMAIN sur le commerce extérieur québécois, par Yves BÉLANGER et Dorval BRUNELLE sur la politique québécoise dans le contexte nord-américain et par Yves BÉLANGER sur l'intégration de la base industrielle de défense du continent sont stimulantes et font bien le point sur chacune des questions.

Cela dit, le développement dont il est question dans le titre de l'ouvrage collectif paraît plutôt limité aux dimensions macrosociologiques et restreint à la croissance quantitative. Dans un article fort bien documenté, clair et bien écrit, Diane-Gabrielle TREMBLAY souligne que le développement, c'est plus que la croissance. «Alors que la croissance ne renvoie qu'à une dimension quantitative (hausse du PIB), le développement comporte une dimension qualitative qui implique des préoccupations associées à la répartition des richesses (et non seulement à leur augmentation) ainsi qu'au contenu de l'augmentation de la production (PIB)» (p. 130). Malheureusement, cette dimension qualitative est négligée. Nous nous attarderons sur trois articles qui abordent la question du développement dans cette perspective.

Le premier, celui de Diane-Gabrielle TREMBLAY, s'attache à définir et à interpréter les notions de diversification, précarisation et flexibilité du travail. Elle parvient à présenter, sans jargon compliqué, des concepts qui ne sont pas toujours distingués adéquatement dans les débats publics. Elle conclut à la nécessité d'une réorganisation des entreprises et d'une intervention de l'État pour trouver des solutions aux problèmes d'emplois. Curieusement, l'auteure est muette sur la nécessaire mutation du syndicalisme.

Andrée FORTIN a rédigé le seul chapitre sur les dimensions sociologiques du développement, chapitre qui se rapproche le plus de la dimension qualitative soulignée plus haut et dont on déplore la faiblesse dans le collectif. Son texte embrasse large: l'effervescence de la société civile, les nouvelles solidarités, les luttes sociales, les nouveaux